

N° 2 4 9

MARS-AVRIL

1 9 8 6

# B B R S

Un mois après les élections le nouveau gouvernement a précisé les grandes lignes de sa politique.

Les objectifs sont clairement affichés :

- plus de moyens pour le patronat : baisse de l'impôt sur les sociétés, de la taxe professionnelle, exonération des charges sociales, suppression de l'impôt sur les grandes fortunes etc...

- régression sociale sur fond de revanche : dénationalisation, remise en cause des droits sociaux, pression accrue sur le pouvoir d'achat des salariés.

- concessions à l'extrême droite fascisante et raciste dans le domaine de l'immigration et des droits de l'homme : mesures prétendument sécuritaires, contrôles d'identité renforcés, fichage des immigrés.

En ce qui concerne la fonction publique, les conséquences de ces orientations profondément conservatrices, ne se sont pas fait attendre.

Ses effectifs devraient être encore réduits de 1500 emplois (soit 6000 en 86). La décision de bloquer les salaires des fonctionnaires est déjà prise, avec la promesse d'un hypothétique rattrapage en fin d'année.

#### LES ORGANISMES DE RECHERCHE PUBLIQUE MENACÉS

Par ailleurs, le remplacement d'un ministre de la Recherche et de la Technologie par un Ministère délégué auprès du Ministère de l'Éducation Nationale chargé de la Recherche et de l'Enseignement Supérieur est une façon de traduire que la Recherche Publique n'est plus une priorité et peut préfigurer la mise en œuvre des propositions avancées par le RPR et l'UDF pendant la campagne électorale :

-- éclatement du CNRS en secteurs disciplinaires placés sous la responsabilité directe de l'Université ou des groupes privés concernés. Voire dissolution du CNRS, de l'INSERM et de l'ORSTOM avec intégration des personnels et équipes dans l'Université comme le proposent la

Fédération Autonome des Enseignants et l'UNI dont le vice-président vient d'être nommé conseiller du Premier Ministre pour l'Enseignement Supérieur et la Recherche.

**ENSEMBLE NOUS NE DEVONS PAS PERMETTRE QUE LES ORGANISMES PUBLICS DE RECHERCHE, OUTILS ESSENTIELS DE DEVELOPPEMENT DU PAYS, SOIENT REMIS EN CAUSE AU GRE DES ECHEANCES POLITIQUES.**

Le SNTRS CGT appelle les personnels à agir massivement contre la remise en cause du potentiel de recherche publique.

#### AU CNRS, A L'INSERM ET A L'INRIA DES PROBLEMES DEMEURENT

Le processus de titularisation n'est toujours pas achevé : au CNRS 17 % des ITA et 24 % des chercheurs ne seront toujours pas titularisés au 30 Avril, ce qui diffère d'autant la mise en place et la tenue des CAP et donc l'attribution des promotions.

- Des menaces pèsent sur l'avenir des primes.

- La titularisation des mi-temps n'est toujours pas engagée au CNRS.

- Le nombre des transformations d'emploi pour le reclassement et la constitution initiale du corps des assistants-ingénieur ne correspond pas aux besoins.

- L'insuffisance des moyens et des emplois, programmés par le plan triennal, compromet le bon fonctionnement des laboratoires et services.

Au moment où va se discuter le collectif budgétaire 86, le SNTRS-CGT appelle les personnels à se mobiliser pour exiger l'ouverture de négociations avec le nouveau ministre sur l'ensemble de ces questions. (...)

Extraits de la déclaration du Bureau National du 14 Avril 1986.

## 1er mai 86

CETTE ANNEE IL CELEBRERA LE 100<sup>ème</sup> ANNIVERSAIRE DES EVENEMENTS DE CHICAGO QUI DONNERENT NAISSANCE AU 1<sup>er</sup> MAI COMME JOURNEE INTERNATIONALE DE LUTTE DES TRAVAILLEURS DU MONDE POUR LEUR EMANCIPATION. LE BUREAU NATIONAL APPELLE LES ADHERENTS A PARTICIPER AUX RASSEMBLEMENTS ORGANISES PAR LES U.D. EN PROVINCE. EN REGION PARISIENNE, L'URIF ORGANISE UNE MANIFESTATION QUI SE DEROLERA DE LA BASTILLE A RICHELIEU-DROUOT. RENDEZ-VOUS SNTRS-CGT : PLACE DE LA BASTILLE, ANGLE Bld HENRI IV et Rue SAINT-ANTOINE.

# Les élections au C.A. du C.N.R.S.

Les résultats témoignent du rapport de force existant entre les organisations syndicales. Ils nous font mesurer ce qu'il reste à faire pour rassembler largement autour de nos objectifs.

Ils font apparaître une participation de 57,97 % inférieure de près de 8 % aux mêmes élections de 1983. Il y avait 1294 inscrits de plus en 1986. La baisse de participation est très diverse d'une région à l'autre : de (-) 12,4 % à Orléans à (-) 5,77 % à Grenoble.

Il semblerait que l'abstention forte dans la 12ème, la 4ème et la 15ème circonscription ait plus particulièrement touché notre électorat puisque ces 3 régions figurent parmi celles où l'on enregistre les baisses les plus importantes de l'influence de la liste d'union.

Par contre, il semblerait que l'abstention frappe plutôt la CFDT à Orléans et dans la 9ème circonscription. Alors même que FO semble en faire les frais à Nancy et aux Services Centraux.

Si l'on reconnaît que l'enjeu essentiel de ces élections était de savoir si la liste d'Union présentée par nos 3 syndicats resterait la 1ère force syndicale et conservait ses 2 élus, l'essentiel est préservé puisque nous arrivons en tête avec 31,6 % des voix et 2 élus alors que le SGEN en recueille 30,4 %.

Pour avoir bien résisté dans des conditions difficiles la liste d'Union n'en perd pas moins 2,3 % et 709 voix.

Ce recul est inégal selon les régions. Les pertes les plus importantes sont enregistrées dans la 4ème, la 2ème, la 15ème, la 12ème et la 5ème circonscription.

Il semble qu'il y ait eu un transfert entre l'électorat de la liste d'Union au profit de la CFDT à Bellevue et à un degré moindre, Marseille et Paris B ; au profit de la liste Jeanson dans la 4ème, en liaison avec le succès remporté par une liste autonome au 2ème tour des élections au CLAS de Gif il y a un an et sur laquelle figuraient des adhérents et des ex-adhérents connus du SNTRS-CGT.

Si l'on compare l'influence de la liste d'Union et celle de la CFDT dans la Région parisienne sur 7 419 suffrages exprimés, la CFDT en recueille 31,3 % contre 29,8 % à la liste d'Union.

Dans Paris intra-muros (soit les 3 circonscriptions 1ère, 2ème, 16ème) sur 4 062 suffrages exprimés, la différence entre la liste d'Union et celle de la CFDT est encore plus importante au profit de la CFDT qui fait 30,8 % pour 27,4 % à la liste d'Union, alors qu'en province

sur 6 839 suffrages exprimés, ce rapport de force est inversé : la liste d'union recueille 33,5 % contre 29,5 % à la CFDT. Cela confirme les difficultés déjà anciennes rencontrées dans la RP. Cette situation nous semble extrêmement préoccupante. Elle a conduit la CE à exprimer la nécessité d'un effort urgent en direction de ces sections.

Il faut tout de même souligner que la liste progresse à Grenoble où la CFDT enregistre la baisse la plus importante, près de 10 % et à Orléans. A noter qu'en ce qui concerne la 13ème circonscription (Montpellier) le rattachement d'Odeillo et la venue de nouveaux laboratoires du SHS ne permet pas de comparaison rigoureuse.

Parmi les causes de la baisse que subit la liste d'Union, il faut également citer l'activités du groupe qui s'intitule pour "un syndicalisme de lutte" qui n'a pas ménagé ses efforts pour discréditer l'action du SNTRS, du SNCS et leurs militants. On retrouve cela dans les résultats enregistrés dans la 4ème., à Paris B, à Bordeaux où il existe des éléments actifs connus de ce groupe. A un degré moindre, aussi, à Bellevue, où la quasi inexistence du SNCS a rendu possible ces manoeuvres.

Le SGEN-CFDT perd 1,66 % (590 voix)  
Le SNIRS-CGC perd 5,95 % (935 voix)

Le SGEN récupère ainsi le siège détenu avant par la CGC.

La liste Autonome soutenue par "Qualité de la Science Française" bénéficie pour l'essentiel de cette perte de la CGC.

Cela est particulièrement notable à Strasbourg, Paris A, Paris B et Services Centraux.

Ce résultat traduit un renforcement du courant élitiste et asyndical auquel la campagne menée ces derniers mois autour du livre de F. de Closet a participé.

Dans une période où l'existence du CNRS est à nouveau menacée, la présence de 2 élus SNTRS, SNCS, SNPCEN peut être un atout important. Ils pourront s'appuyer sur la position du CA du 25/2 qui a rejeté les mesures autoritaires envisagées par le MRT".

Ces résultats doivent inciter nos militants à développer dans les meilleurs délais la mobilisation des personnels.

Il est indispensable que la concertation avec le SNCS et le SNPCEN se renforce en faisant en sorte que nos militants et adhérents repoussent avec vigueur toutes les tentatives de division d'où qu'elles viennent et dans le strict respect de l'indépendance syndicale.